

Communiqué de presse

## Aspartame, cancérogène possible : foodwatch, la Ligue contre le cancer et Yuka lancent une pétition européenne pour demander son interdiction

Ce 4 février marque la journée mondiale contre le cancer. L'aspartame (E951) est un additif classé « cancérogène possible pour l'homme » par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé depuis juillet 2023. Il serait également associé à un risque accru de développement de diabète de type 2 et de maladies cardiovasculaires. Enfin, plusieurs études montrent qu'il n'aurait aucun effet positif sur le poids et pourrait même, sur le long terme, favoriser le surpoids. Face à ces risques inacceptables, Foodwatch, la Ligue contre le cancer et Yuka appellent à une mobilisation sans précédent des consommateurs à travers l'Europe via une [pétition](#) ciblant la Commission européenne et les Etats membres de l'UE.



**Paris, le 4 février 2025.** Il y a un an et demi, le Centre international de recherche contre le cancer (CIRC) de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) classait l'aspartame (E951) comme « cancérogène possible pour l'homme », s'ajoutant à plus de 30 ans d'alertes scientifiques sur ses risques pour la santé, notamment cardiovasculaires et liés au diabète.

L'aspartame est pourtant toujours utilisé comme substitut au sucre dans plus de 2500 produits allégés ou sans sucre en Europe, en particulier dans les sodas (Coca-Cola Zero, Pepsi Max, Sprite Zero...), les boissons énergisantes, les chewing-gums, mais aussi dans d'autres produits dits « light » comme les yaourts Yoplait 0%, ou certains produits laitiers Lindahls de Nestlé ou des chewing-gums Mentos.

Dans une mobilisation inédite, Foodwatch, la Ligue contre le cancer et Yuka lancent une pétition dans onze pays - Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse - pour faire pression sur les institutions européennes afin d'interdire cet additif et demander aux Etats membres de l'UE d'agir. Le principe de précaution prévu par la réglementation européenne exige de l'interdire.

Pour Camille Dorioz, directeur des campagnes de Foodwatch France : « Il n'y a plus de temps à perdre. L'inaction des Etats et de l'Europe depuis un an et demi est insupportable. Un additif comportant autant de risques n'a pas sa place dans nos aliments ou boissons. En soulignant les risques possibles de cancer liés à l'aspartame, l'OMS a envoyé un signal clair concernant le risque pour notre santé. Nos décideurs européens doivent nous protéger ».

Julie Chapon, directrice générale de Yuka, compte mobiliser les 45 millions d'utilisateurs de l'application en Europe : « Parmi les utilisateurs de Yuka, 95% déclarent avoir cessé d'acheter des produits contenant des additifs controversés grâce à l'application. Nous souhaitons aujourd'hui donner les moyens d'agir aux consommateurs afin qu'ils représentent un levier d'action pour faire interdire cet additif à risque ».

Philippe Bergerot, président de La Ligue contre le cancer, ne voit « aucune raison de permettre que les gens soient exposés à un risque de cancer tout à fait évitable. L'OMS et de nombreuses études scientifiques mettent en évidence ce risque. On ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. Nous demandons à nos décideurs politiques de prendre leurs responsabilités et de l'interdire ».

Selon un sondage YouGov pour Foodwatch, 40% des Européens interrogés consomment régulièrement des produits contenant de l'aspartame. Il y a donc là un enjeu de santé publique. D'autant plus que l'étude épidémiologique de l'INSERM de 2022 sur l'aspartame menée sur 102 865 participants identifie les premiers risques de cancer à partir d'une demi-canette de soda à l'aspartame par jour seulement. La pétition de Foodwatch, la Ligue contre le cancer et Yuka répond aux attentes de deux consommateurs européens sondés sur trois favorables à une interdiction de l'aspartame par mesure de précaution. Ceux-ci préfèrent demander l'interdiction de l'aspartame (E951) plutôt que de s'exposer à un risque pour leur santé.

En 2019, Foodwatch, Yuka et La Ligue contre le cancer s'étaient déjà alliés sur une pétition demandant au gouvernement français la suppression des nitrites ajoutés dans l'alimentation qui favorisent certains cancers. Cette pétition a connu une forte mobilisation, comptabilisant plus de 500 000 signatures, et a conduit de nombreux industriels à supprimer les nitrites ajoutés de leurs produits. Suite à cette action, le gouvernement français a même publié un plan de réduction des nitrites dans l'alimentation.

Les trois organisations rappellent que l'évaluation de l'aspartame par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) en 2013 a fait l'objet de plusieurs critiques portant sur ses conflits d'intérêt. Elles comptent, cette fois encore, faire bouger les lignes politiques. Puisqu'il n'est pas prouvé aujourd'hui que l'aspartame est sûr pour la santé, il ne devrait plus être autorisé sur le marché européen.

#### Sources :

- [Pétition en français](#) (aussi disponible en [anglais](#), [allemand](#), [espagnol](#), [italien](#)) : « Non à l'aspartame dans nos aliments et nos boissons ! »
- [La liste des produits contenant de l'aspartame en Europe](#)
- [Sondage YouGov pour Foodwatch dans sept pays](#) : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, et Pays-Bas
- [Rapport complet de Foodwatch sur l'aspartame](#) (en anglais)
- [Questions/réponses sur l'aspartame](#)
- [WHO International Agency for Research on Cancer \(IARC\)](#), Aspartame, Methyleugenol, and Isoeugenol, IARC Monographs on the Identification of Carcinogenic Hazards to Humans Volume 134, 2024
- [Artificial sweeteners and cancer risk: Results from the NutriNet-Santé population-based cohort study](#) (full study), [Artificial Sweeteners: Possible Link to Increased Cancer Risk](#) (INSERM Press release), 2022 Cette étude de cohorte française Nutrinet de 2022, que le CIRC considère comme « la plus détaillée et à la qualité de l'évaluation de l'exposition élevée » a montré une augmentation significative de l'incidence du cancer chez les personnes exposées à l'aspartame à des doses bien inférieures à la dose journalière admissible fixée par l'EFSA, l'Agence européenne de sécurité des aliments.
- [Landrigan, P.J., Straif, K. Aspartame and cancer – new evidence for causation. Environ Health 20, 42, 2021](#)
- [Soffritti M, Padovani M, Tibaldi E, Falcioni L, Manservigi F, Belpoggi F. The carcinogenic effects of aspartame: The urgent need for regulatory re-evaluation, 2014](#)
- Schernhammer, Eva S et al., The American Journal of Clinical Nutrition, [Consumption of artificial sweetener– and sugar-containing soda and risk of lymphoma and leukaemia in men and women](#), 2012

#### Réglementations européennes :

Le principe de précaution est un principe clé de l'UE pour la protection de la santé publique, inscrit à l'article 191 du [Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#) (TFUE) et dans la législation alimentaire générale (règlement (CE) n° 178/2002). L'article 114, paragraphe 3, du TFUE impose à la Commission européenne d'agir en faveur de la santé et de la protection des consommateurs sur la base des données scientifiques les plus récentes.

Le [règlement \(CE\) n° 1333/2008](#) sur les additifs alimentaires stipule clairement à l'article 6.1 qu'un additif ne peut être inclus dans la liste des additifs autorisés que s'il remplit les critères suivants :

- *sur la base des preuves scientifiques disponibles, il ne pose pas de problème de sécurité pour la santé du consommateur au niveau d'utilisation proposé ;*
- *il existe un besoin technologique raisonnable qui ne peut être satisfait par d'autres moyens économiquement et technologiquement réalisables ; et*
- *son utilisation n'induit pas le consommateur en erreur.*

**Foodwatch** est une organisation à but non lucratif qui se bat pour une alimentation sans risques, saine et abordable pour tous et toutes. Nous faisons entendre la voix des consommateurs-rices, nous militons pour plus de transparence dans le secteur alimentaire, et défendons notre droit à une alimentation qui ne porte atteinte ni aux personnes, ni à l'environnement. Foodwatch est un contre-pouvoir citoyen et lanceur d'alerte dans le secteur alimentaire. Foodwatch est totalement indépendante et refuse toute subvention des gouvernements et de l'industrie agroalimentaire. Nous agissons aux niveaux national et européen, et sommes présents en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche et à Bruxelles.

**La Ligue contre le cancer** est la plus grande association française indépendante à but non lucratif de lutte contre le cancer. Forte de près de 640 000 adhérents et 13 000 bénévoles, la Ligue est un mouvement populaire organisé en une fédération de 103 comités départementaux. Ensemble, ils luttent dans quatre directions complémentaires : chercher pour guérir, prévenir pour protéger, accompagner pour aider, mobiliser pour agir. Aujourd'hui, la Ligue, fait de la lutte contre le cancer un enjeu sociétal rassemblant le plus grand nombre possible d'acteurs sanitaires mais aussi économiques, sociaux ou politiques sur tous les territoires. En brisant les tabous et les peurs, la Ligue contribue au changement l'image du cancer et de ceux qui en sont atteints. Pour en savoir plus : [www.ligue-cancer.net](http://www.ligue-cancer.net)

**Yuka** est une application mobile 100 % indépendante qui analyse l'impact des produits alimentaires et cosmétiques sur la santé. En scannant le code-barres d'un produit, l'application permet d'accéder à une note sur 100 associée à un code couleur allant du vert au rouge, ainsi qu'aux détails de la composition du produit. L'application compte aujourd'hui 65 millions d'utilisateurs dans 12 pays différents. Au-delà d'aider les consommateurs à faire des choix plus conscients, la mission de Yuka est également d'encourager les fabricants à améliorer la composition de leurs produits : <https://yuka.io/>

**Contacts presse :**

- foodwatch - Ingrid Kragl [ingrid.kragl@foodwatch.fr](mailto:ingrid.kragl@foodwatch.fr) - +33 (0)6 01 23 12 46
- Yuka - Julie Chapon - [julie.chapon@yuka.io](mailto:julie.chapon@yuka.io) +33 (0)6 67 41 36 99 et Zoé Kerlo, toxicologue [zoe@yuka.io](mailto:zoe@yuka.io) +33 (0)7 70 88 83 00
- La Ligue contre le cancer - Louis Linel - [louis.linel@ligue-cancer.net](mailto:louis.linel@ligue-cancer.net) - +33 (0)1 53 55 25 31